

## Les classes préparatoires "sont de nature à favoriser la promotion..."

13-16 minutes

"Nous avons une image de symbole de la reproduction sociale qui nous colle la peau, et qui est inexacte. Les classes scientifiques, centrées sur un faible nombre de disciplines qui occupent chacune un horaire important, permettent un grand suivi des étudiants", déclare à AEF info Denis Choimet, nouveau président de l'UPS, lors d'un entretien le 8 juillet 2021. Dans le cadre de son assemblée générale les 25 et 26 juin, l'UPS a élu son président, Denis Choimet, professeur de mathématiques en classe préparatoire MP au lycée du Parc de Lyon depuis 2006. Il succède ainsi à Mickaël Prost, qui a effectué 4 années à la tête de l'UPS. Tous deux décrivent pour AEF info les priorités de l'association, comme le chantier "avorté" de la diversité sociale. Ils donnent également leur avis sur la réforme du lycée. Denis Choimet sera aussi vigilant sur l'évolution des concours des écoles d'ingénieurs.



Mickaël Prost et Denis Choimet, nouveau président de l'UPS Droits réservés - DR

**AEF info : Mickaël Prost, vous étiez président de l'UPS depuis 2017. Quel bilan faites-vous de ces 4 années à la tête de l'association des classes préparatoires scientifiques ?**

**Mickaël Prost** : Mon premier mandat à la présidence de l'UPS a coïncidé avec la prise de fonction des deux ministres Frédérique Vidal et Jean-Michel Blanquer. Mes mandats ont ensuite été marqués par un grand mouvement dans l'enseignement supérieur et l'éducation, avec trois imposants chantiers : la loi ORE en 2018 avec la mise en place de Parcoursup, le chantier massif de la réforme du lycée et du baccalauréat, suivi de la réforme des classes préparatoires avec création d'une nouvelle filière scientifique. Cette réforme se concrétisera à la rentrée prochaine avec l'arrivée d'une nouvelle génération de bacheliers dans nos classes renouvelées.

En revanche, celui que l'on n'attendait pas, c'était le Covid-19, qui est venu percuter le calendrier des réformes avec des impacts assez lourds. Pour nous, classes préparatoires, il a notamment entraîné des conséquences fortes sur la gestion des concours d'accès aux grandes écoles.

Nous attendions également depuis longtemps l'arrivée de l'informatique au lycée et la création de l'agrégation dans cette discipline, qui est un signal déterminant et une réelle prise en compte par les pouvoirs publics.

Ce furent quatre années riches, au cours desquelles l'UPS a eu le souci constant de dialoguer et de se concerter au sein de l'écosystème des classes préparatoires. Nous avons aussi mené un dialogue franc et constructif avec nos tutelles, sur les enjeux des réformes mais aussi sur la crise sanitaire.

**AEF info : Denis Choimet, vous succédez à Mickaël Prost pour un mandat de deux ans. Quelles seront vos priorités ?**

**Denis Choimet** : Je me suis présenté à la présidence de l'UPS car je me sens redevable du système des classes préparatoires par lequel je suis passé. Nous avons là un magnifique système, qui alimente non seulement les entreprises mais aussi la recherche universitaire et l'enseignement, ce qui est capital.

*"J'estime que les étudiants qui viennent chez nous, de tous milieux sociaux et notamment les plus défavorisés, sont vraiment pris en charge"*

**Denis Choimet**

Pourtant, nous avons une image de symbole de la reproduction

sociale qui nous colle la peau, et qui est inexacte. En effet, les classes scientifiques, centrées sur un faible nombre de disciplines qui occupent chacune un horaire important, permettent un grand suivi des étudiants. Selon moi, les structures du premier cycle qui permettent cet accompagnement personnalisé sont de nature à favoriser la promotion sociale.

Je ne dis pas que les prépas conviennent à tous, mais j'estime que les étudiants qui viennent chez nous, de tous milieux sociaux et notamment les plus défavorisés, sont vraiment pris en charge. Mais il faut que ces derniers viennent plus nombreux dans nos classes.

Une de mes pistes de travail sera d'intensifier nos liens avec les grandes écoles. Nous formons un continuum et nous devons nous appuyer davantage sur leur "force de frappe" en termes de communication.

**AEF info : Le chantier de la diversité sociale est une nouvelle fois au centre de vos préoccupations. Quel regard portez-vous sur les travaux conduits par la mission Hirsch ([lire sur AEF info](#)) ? Et quelles propositions défendez-vous ?**

**Mickaël Prost :** Le travail sur ce chantier a été avorté. La création de quelques CPES ne répond pas au défi collectif d'ouvrir plus de portes aux boursiers du secondaire au sein des formations post-bac. Par exemple, le CPES d'Henri-IV a moins de boursiers dans sa filière scientifique que dans la prépa MPSI du même lycée. On voit bien que l'on tape à côté quand on fait ce genre de propositions.

*" Quelles mesures pourraient être mises en place par l'institution notamment pour que la spécialité mathématiques soit socialement moins clivante ?"*

**Mickaël Prost**

Ce qui nous inquiète profondément, c'est la répartition totalement déséquilibrée en termes de choix de spécialités au lycée. En effet, la doublette maths-physique concentre tous les élèves issus des CSP+, alors qu'elle devrait s'ouvrir à plus de diversité sociale et de genre. Ce phénomène interroge, et plutôt que de mettre des cataplasmes sur une jambe de bois, ne serait-il pas tant de se poser les bonnes questions au niveau de l'amont ? Quelles mesures pourraient être mises en place par l'institution notamment

pour que la spécialité mathématiques soit socialement moins  
clivante ?

Nous regrettons que rien ne soit fait au niveau de l'enseignement  
des mathématiques au lycée, à travers par exemple des heures  
d'accompagnement et de tutorat budgétées et fléchées au niveau  
de la classe de Première. Cette mesure est concrète et permettrait  
d'accroître le vivier des boursiers au sein de ces disciplines.

Par ailleurs, nous accueillons en classes préparatoires scientifiques  
plus de boursiers que les écoles d'ingénieurs post-bac. Nous avons  
en plus de formidables leviers pour la promotion sociale, comme  
notre filière technologique qui compte dans certaines classes  
jusqu'à 60 % à 70 % de boursiers. Dans notre rapport en faveur de  
la diversité sociale et de l'égalité des chances, nous avons  
d'ailleurs proposé d'ouvrir plus de places en écoles d'ingénieurs  
pour ces profils ([lire sur AEF info](#)). C'est un travail qu'il faut  
continuer de mener.

**AEF info : La rentrée 2021 sera marquée par l'arrivée de la  
nouvelle génération de bacheliers. Êtes-vous satisfait du  
nombre de candidatures, notamment dans la nouvelle filière  
MPI ? Quels seront les profils ?**

**Mickaël Prost :** Nous n'avons pas encore le nombre définitif de  
candidats en classes préparatoires scientifiques. Mais, d'après nos  
retours, le nombre total de candidats serait globalement stable,  
même s'ils ont formulé en moyenne plus de vœux.

Pour la nouvelle filière MPI, d'après une enquête que nous avons  
menée, les taux de candidatures sont extrêmement satisfaisants.  
C'est une filière qui semble autant plébiscitée que MPSI. Cet  
engouement était prévisible, c'était une évidence que cette filière  
réussirait à attirer de nouveaux profils, à la recherche de plus  
d'informatique.

**AEF info : Quel regard portez-vous sur la réforme du lycée ?**

**Denis Choimet :** Le programme scientifique au lycée a connu une  
nette amélioration, avec davantage d'heures d'enseignements dans  
les disciplines scientifiques mais aussi un contenu rénové qui  
donne plus d'autonomie aux élèves. De ce point de vue, c'est très  
positif.

*" La machine à bonnes notes s'est emballée, et les formations post-*

*bac ont ensuite rencontré des difficultés à évaluer les candidatures sur Parcoursup"*

**Mickaël Prost**

En revanche, nous regrettons la disparition de la structure "classe", au profit des "groupes classe" rassemblant des lycéens qui ne suivent pas les mêmes spécialités. Nous regrettons également l'effet entonnoir des trois spécialités en Première qui débouchent sur deux seulement en Terminale.

**Mickaël Prost :** Il y a aussi des effets pervers avec la mise en concurrence des spécialités dans les établissements, notamment au niveau de l'évaluation et des notes attribuées. La machine à bonnes notes s'est emballée et les formations post-bac ont ensuite rencontré des difficultés à évaluer les candidatures sur Parcoursup.

Nous tombons parfois dans une course à l'échalote, qui est un effet conjoncturel de la crise sanitaire mais pas seulement.

**AEF info : Si les notes ne sont pas fiables, comment faites-vous, en tant que filière sélective, pour départager les candidatures ?**

**Mickaël Prost :** Heureusement, les notes ne sont pas le seul élément d'appréciation. Les classes préparatoires passent beaucoup de temps à éplucher les dossiers pour ne pas s'appuyer uniquement sur des critères purement quantitatifs.

Toutefois, nous arrivons à une dérive telle que cela peut nous empêcher de juger finement la qualité des candidatures. Le ministère de l'Éducation nationale doit proposer un cadre à cette évaluation pour éviter toute initiative privée. Car si le fonctionnement au lycée ne donne pas satisfaction et retire aux formations leur capacité à sélectionner, celles-ci se tourneront vers d'autres systèmes d'évaluation. C'est un véritable danger auquel l'institution doit apporter des réponses.

De plus, cette notation est génératrice de frustrations. Quand les premiers résultats de Parcoursup ont été publiés, beaucoup d'élèves n'arrivaient pas à comprendre qu'ils ne soient pas pris dans certaines formations sélectives, alors qu'ils avaient de très bonnes notes.

**Denis Choimet :** Les élèves et leurs familles sont complètement tétanisés par les classements des prépas. Ils les interprètent mal

car ils pensent que les établissements les mieux classés proposent un enseignement de meilleure qualité. C'est faux. Ce qui différencie les prépas entre elles, c'est d'abord leur sélectivité.

Il faut donc faire comprendre aux lycéens que le but n'est pas de décrocher une grande prépa bien classée mais de trouver un établissement adapté à leur profil.

**AEF info : Que pensez-vous de cette plus grande diversité de profils ? Et comment peuvent s'en saisir les écoles d'ingénieurs ?**

**Mickaël Prost** : Nous avons un jeu de filières qui permet d'accueillir des profils divers en classes préparatoires. Si nous voulons retrouver cette diversité de recrutement, il faut que les écoles puissent recruter sur les différentes filières. Nous avons un bel exemple avec CentraleSupélec, qui recrute aussi sur la filière BCPST. C'est en faisant cela que l'on pourra éviter des fonctionnements en silo.

Cette organisation par filière est intéressante car elle permet d'accueillir des profils homogènes et d'assurer ainsi une qualité de formation. L'enseignement supérieur post-bac ne doit pas être un marché géant de la remédiation. Si les exigences ont été relevées au lycée, ce n'est pas pour repartir à zéro ensuite. Il faut s'appuyer sur les connaissances des élèves et les emmener, grâce aux différentes filières, à intégrer l'ensemble des écoles d'ingénieurs et les ENS.

**AEF info : Comment vont évoluer les concours d'accès aux grandes écoles, pour s'adapter aux nouveaux profils d'étudiants ?**

**Denis Choimet** : La session 2023 des concours accueillera la nouvelle génération de bacheliers. Dans ce cadre, les écoles sont en train de travailler à l'organisation des épreuves pour les étudiants de la nouvelle filière MPI. Certaines ont d'ailleurs déjà communiqué sur le nombre de places attribuées à ces élèves. La question qui nous préoccupe c'est de savoir s'il s'agit d'une véritable création de places ou si celles-ci seront ponctionnées sur les autres filières.

Nous serons également attentifs au calendrier des épreuves écrites. Nous sommes en présence d'une dérive qui consiste à

avancer de plus en plus le début des épreuves et donc à raccourcir la durée de la formation en classe préparatoire. Nous militerons très ardemment pour un calendrier qui débute à la fin du mois d'avril, et non à la mi-avril comme c'est le cas actuellement.

*"Nous ne sommes pas favorables aux entretiens de motivation que certaines écoles d'ingénieurs mettent en place"*

### **Denis Choimet**

Nous serons aussi vigilants sur le nombre des épreuves, qui doit rester suffisant pour assurer aux candidats une dose suffisante de "double chance". Les coefficients appliqués devront être cohérents avec les équilibres de l'enseignement dispensé en deuxième année de classe préparatoire. Par ailleurs, nous ne sommes pas favorables aux entretiens de motivation que certaines écoles d'ingénieurs mettent en place. Ce sont des épreuves qui ne sont pas adossées à la formation et qui favorisent les étudiants qui ont déjà une aisance à l'oral. Elles ne tiennent pas non plus compte du fait qu'à la sortie de la classe préparatoire, les jeunes n'ont pas forcément une vision claire de ce qu'ils veulent faire après la fin de leurs études.

**Mickaël Prost** : C'est un exercice assez convenu et stéréotypé. Dans les lycées à fort taux d'admissibilité, les professeurs auront plus de retours et pourront préparer plus intensivement les étudiants à ce format d'épreuve original. Cela pourrait accroître les inégalités entre les lycéens.

### **Quel lien entre le but et les prépas ATS ?**

"Comment se positionne la prépa ATS par rapport au BUT ? Cette question n'a jamais été portée par le MESRI. Il est temps de voir comment mettre en adéquation cette formation. Les ATS pourraient absorber les élèves des BUT, qui sortiraient en 2e année, pour les conduire vers les écoles d'ingénieurs", signale Mickaël Prost, alors que la Cdefi n'est pas favorable à une intégration des apprenants de 2e année de BUT – même s'ils sont titulaires d'un DUT – en 1re année du cycle ingénieur ([lire sur AEF info](#)).